
**Mémorandum du président Proposition
de financement supplémentaire à la
République fédérale du Nigeria
Programme des zones spéciales de transformation agro-
industrielle (SAPZ)**

Identifiant du projet : 2000003342

Document : EB 2025/LOT/P.14

Date : 14 novembre 2025

Distribution : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Action : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement supplémentaire proposé figurant au paragraphe 52.

Questions techniques :

Bernard Hien
Directeur régional
Division Afrique occidentale et centrale
Courriel : b.hien@ifad.org

Dede Ekoue
Directeur national
Division Afrique occidentale et centrale
Courriel : d.ekoue@ifad.org

Sommaire

Résumé du financement	2
I. Contexte et description du programme	3
A. Contexte	3
B. Description initiale du programme	3
II. Justification du financement supplémentaire	4
A. Justification	4
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	5
C. Composantes, résultats et activités	6
D. Coûts, avantages et financement	7
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classification des risques climatiques	10
IV. Mise en œuvre	11
A. Conformité avec les politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	11
C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	12
D. Modifications proposées à l'accord de financement	12
V. Instruments juridiques et autorité	12
VI. Recommandation	12

Appendices

- I. Cadre logique actualisé intégrant le financement supplémentaire
- II. Résumé actualisé de l'analyse économique et financière

Équipe chargée de la mise en œuvre du programme

Directeur régional :	Bernard Hien
Directeur national :	Dede Ekoue
Responsable technique :	Patrick Nya Opono
Responsable financier :	Aissata Bangoura
Spécialiste climat et environnement :	Bernard Brou
Responsable juridique :	Michele Totah

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République fédérale du Nigéria
Agence d'exécution:	Ministère fédéral de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire
Coût total du programme:	541,21 millions de dollars É.-U.
Montant du prêt initial du FIDA (système d'allocation basé sur la performance [PBAS]):	49,97 millions de dollars
Conditions du financement initial du FIDA:	Mélange: 25 ans, dont un délai de grâce de 5 ans, avec des frais de service de 0,75 % et un taux d'intérêt de 1,25 % par an en droits de tirage spéciaux (ajustements pour les prêts en monnaie unique)
Montant du prêt supplémentaire du FIDA (PBAS):	50 millions de dollars américains
Conditions du financement supplémentaire du FIDA:	Combinaison: 25 ans, dont un délai de grâce de 5 ans, avec des frais de service de 0,75 % et un taux d'intérêt de 1,25 % par an en droits de tirage spéciaux (ajustements pour les prêts en monnaie unique)
Cofinanciers:	Banque africaine de développement (BAD) Banque islamique de développement (BID) Fonds pour la croissance commune en Afrique (AGTF) Fonds vert pour le climat (FVC)/Initiative de financement vert inclusif (IGREENFIN 2)
Montant du cofinancement:	BAD 160 millions de dollars (29,6 %) BID 150 millions de dollars (27,7 %) AGTF 50 millions de dollars (9,2 %) FVC/IGREENFIN 2 60 millions de dollars américains (11,1 %)
Conditions du cofinancement:	BAfD: prêt BIsD: prêt GCF: prêt et subvention AGTF: prêt
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	18,32 millions de dollars américains ¹
Contribution des participants au programme:	2,89 millions de dollars américains
Déficit de financement:	0,03 million de dollars américains
Montant initial du financement climatique du FIDA: ²	16,35 millions de dollars américains
Montant du financement supplémentaire du FIDA pour le climat: ³	22,176 millions de dollars américains

¹ Sur la base des contributions estimées du gouvernement (fédéral et des États).

² Sur la base du financement initial de 49,97 millions de dollars.

³ Sur la base du financement supplémentaire de 50 millions de dollars.

I. Contexte et description du programme

A. Contexte

1. Le programme des zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ) a été initialement approuvé par le Conseil d'administration du FIDA⁴ en décembre 2021. L'accord de financement entre le FIDA et le gouvernement fédéral du Nigéria est entré en vigueur le 19 septembre 2022 et devrait prendre fin le 30 septembre 2029, la clôture financière étant prévue le 31 mars 2030.
2. Le coût total du programme SAPZ s'élève à 541,21 millions de dollars américains. Ce montant comprend: (i) le prêt total du FIDA de 100 millions de dollars américains, qui comble également un déficit de financement de 50,03 millions de dollars américains au moment de la conception, initialement prévu pour être comblé par l'allocation de ressources provenant de la douzième reconstitution des ressources du FIDA (IFAD12); (ii) 60 millions de dollars US qui seront mobilisés dans le cadre de la deuxième phase de l'Initiative de financement vert (IGREENFIN 2) du Fonds vert pour le climat (FVC); (iii) 160 millions de dollars US fournis par la Banque africaine de développement (BAD); (iv) 50 millions de dollars US qui seront mobilisés par le Fonds pour la croissance commune en Afrique (AGTF); (v) 150 millions de dollars fournis par la Banque islamique de développement (BID); (vi) 18,32 millions de dollars fournis par le gouvernement nigérian ; et (vii) 2,89 millions de dollars fournis sous forme de contributions des participants au programme.
3. Afin de combler le déficit de financement prévu lors de la conception initiale du programme, le gouvernement a demandé, par une lettre datée du 30 juin 2025, un prêt de 50 millions de dollars américains au FIDA dans le cadre du système d'allocation basé sur la performance (PBAS) du FIDA13 afin de combler partiellement ce déficit. Conformément à la demande du gouvernement, aucune prolongation de la date d'achèvement du programme n'est envisagée.

B. Description initiale du programme

4. Le programme SAPZ suit une approche en deux phases. Au cours de la phase I (2022-2029), le gouvernement et la BAD mettent en place des infrastructures et des politiques d'investissement favorables dans les États ciblés sur une période de cinq ans. Le financement du FIDA couvre une période de sept ans, ce qui permet au FIDA d'aider les petits exploitants à tirer parti des zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ) une fois qu'elles seront pleinement opérationnelles.
5. L'objectif général du programme SAPZ est double: (i) soutenir le développement des SAPZ dans les zones à forte production alimentaire afin d'approvisionner le marché alimentaire national et de créer des excédents exportables; et (ii) donner aux petits exploitants agricoles et aux petits opérateurs, y compris les femmes et les jeunes, les moyens de tirer parti du marché créé par les SAPZ pour améliorer durablement leurs revenus et leur accès à l'emploi, la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, ainsi que leur résilience au changement climatique.
6. Pour atteindre les objectifs de développement, le programme SAPZ a été conçu avec trois composantes opérationnelles: (i) développement et gestion des infrastructures pour les pôles agro-industriels (dirigé par la BAD et la BID); (ii) productivité agricole, production, liens avec les marchés et valeur ajoutée dans les zones desservies par le SAPZ (dirigé par le FIDA); et (iii) soutien au développement politique et institutionnel. Le programme SAPZ cible le territoire de la capitale fédérale et sept États, à savoir Kano, Kaduna, Oyo, Kwara, Ogun, Imo et Cross River. La composante 4 concerne la gestion et la coordination du programme. Afin de tirer parti de la complémentarité avec les programmes en cours, le FIDA cible 100 000 petits producteurs à Kano et Ogun dans le but d'améliorer leur production/productivité et leur capacité à créer de la valeur ajoutée, de renforcer leur accès aux marchés et de renforcer leur résilience et leur adaptation au changement climatique.

⁴ EB 2021/134/R.46/Rev.1.

II. Justification du financement supplémentaire

A. Justification

7. Le rapport initial sur la conception du programme SAPZ indique un financement du FIDA de 100 millions de dollars, dont 49,97 millions ont été engagés au cours du FIDA11. Il était prévu que les 50,03 millions restants soient couverts par des allocations de ressources ultérieures du FIDA.
8. Le financement du programme SAPZ par le FIDA est principalement consacré à la mise en œuvre de la composante 2, qui porte sur: (i) les liens avec les marchés agricoles et la valeur ajoutée; (ii) l'amélioration de la production et de la productivité des petits exploitants; et (iii) l'accès au financement et l'inclusion financière. Ces aspects dépendent largement du développement des infrastructures des pôles industriels agricoles (AIH) et des centres de transformation agricole (ATC) mis en œuvre dans le cadre du volet 1 par la BAD et la BID.
9. À ce jour, le programme SAPZ a réalisé des progrès notables, comme le confirme le rapport de la mission de supervision SAPZ 2024. Il a reçu une évaluation modérément satisfaisante de la performance globale de sa mise en œuvre. En outre, la qualité de la gestion du programme est satisfaisante, tout comme la qualité et la rapidité de l'audit. En revanche, le taux de décaissement tel que constaté par la mission de supervision est modérément insatisfaisant.
10. Au cours de la mise en place des AIH et des ATC dans le cadre du volet 1, le programme SAPZ et le FIDA ont également lancé de manière stratégique la mise en œuvre de tous les volets opérationnels du FIDA, ce qui a permis d'atteindre les objectifs suivants: (i) élaboration de bonnes pratiques visant à donner aux agriculteurs les moyens de satisfaire aux normes de qualité des agro-industries et à améliorer leur productivité et leur compétitivité sur le marché; (ii) élaboration de bonnes pratiques pour la mise en œuvre d'approches innovantes et inclusives en matière d'agro-industrialisation, et familiarisation des principales parties prenantes avec ces approches avant la phase d'intensification; (iii) mise en œuvre du forum multipartite sur l'agroalimentaire, qui est une plateforme permettant de tirer parti du modèle du forum sur les alliances pour les produits de base (CAF) du Programme de développement de la chaîne de valeur (VCDP) afin de mettre en relation les petits exploitants agricoles et les agro-industries par le biais d'accords contractuels qui établissent des relations mutuellement avantageuses pour un accès durable au marché et au financement de la chaîne de valeur ; (iv) les petits exploitants agricoles formés à des techniques de production améliorées et à la diversité alimentaire, y compris la promotion des jardins potagers ; et (v) les meilleures pratiques développées pour l'apprentissage entre pairs. Les approches de formation des formateurs et les visites de formation se sont avérées être de puissants accélérateurs de l'adoption des technologies et du renforcement institutionnel.
11. Grâce à ces étapes importantes, le programme SAPZ a réussi à jeter les bases d'une mise en œuvre à grande échelle à Ogun et à Kano, en tirant parti des agro-industries existantes afin de répondre à la demande des nouvelles zones agro-industrielles mises en place par la BAD et la BID. En outre, ces étapes ont joué un rôle important dans le renforcement de la confiance des bailleurs de fonds tels que la BAD, la Banque ouest-africaine de développement et l'Agence japonaise de coopération internationale, qui figurent parmi les institutions citées pour le financement substantiel de la phase II du programme SAPZ. Cela répond à l'appel du gouvernement en faveur du financement du programme SAPZ, qui devient une pierre angulaire de l'agro-industrialisation nationale et devrait être étendu à d'autres États qui ne sont pas couverts par la phase I.
12. Il est essentiel de combler le déficit de financement de 50,03 millions de dollars américains pour atteindre l'objectif de développement du programme, en particulier en ce qui concerne les infrastructures rurales et commerciales, et pour améliorer la productivité des agriculteurs et leur accès aux marchés. À propos 72,4 % du financement supplémentaire couvrira la construction et la réhabilitation d'infrastructures visant à améliorer l'accès aux marchés, ainsi que la création de centres de transformation et d'agrégation, en complémentarité avec les AIH et les ATC construits par la BAD et la BID. Les 27,6 % restants serviront à améliorer l'accès des agriculteurs aux services d'information sur les marchés et à l'éducation financière, ainsi qu'à autonomiser les femmes et les jeunes

afin qu'ils puissent tirer parti des opportunités entrepreneuriales grâce aux centres de transformation et aux prestataires de services de la chaîne de valeur pour la mécanisation.

Aspects particuliers liés aux priorités institutionnelles du FIDA en matière d'intégration

13. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration, le programme a été validé comme suit :
 - ☒ Intégration du financement climatique
 - ☒ Sensible à la nutrition
 - ☒ Sensible aux jeunes
14. **Genre et inclusion sociale.** Le programme SAPZ s'appuie sur la stratégie du FIDA en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale et sur la politique nationale nigériane en faveur de l'égalité des sexes dans l'agriculture. Ces deux documents fixent un objectif clair de 50 % de participation des femmes à toutes les activités du programme, y compris les services agro-industriels, les centres de transformation, le renforcement des capacités et les plateformes institutionnelles. Le programme accorde également la priorité à l'inclusion des jeunes, des personnes handicapées et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, en particulier dans les zones touchées par des conflits ou pauvres en ressources. Afin de mettre en œuvre et d'accélérer ces engagements, le programme SAPZ intègre un plan d'action en faveur de l'égalité des sexes et une stratégie d'inclusion sociale qui visent à éliminer les obstacles structurels et à élargir les opportunités économiques pour les femmes et les populations vulnérables. Ces efforts favorisent non seulement l'autonomisation économique, mais permettent également de combler les écarts nutritionnels liés au genre au niveau des ménages.
15. **Jeunesse.** Le programme SAPZ place les jeunes au cœur de son plan de transformation rurale en promouvant un développement agro-industriel inclusif. Il vise une participation d'au moins 40 % des jeunes aux activités soutenues par le programme, en particulier dans les domaines de la valeur ajoutée, de la transformation primaire, de la logistique et du développement des entreprises. Les interventions spécifiques aux jeunes comprennent: (i) l'accès à des centres d'incubation agro-industriels et à des pôles technologiques; (ii) la formation à l'agriculture intelligente face au climat, aux outils numériques et aux compétences commerciales; (iii) l'accès au financement grâce à des produits financiers adaptés aux jeunes; (iv) le soutien aux coopératives et aux start-ups de jeunes grâce au modèle de partenariats public-privé-producteurs; et (v) surtout, l'intégration spécifique des jeunes déplacés à l'intérieur du pays dans le cadre de ciblage du programme.
16. **Sécurité alimentaire et nutrition.** L'approche nutritionnelle du programme met l'accent sur le développement de chaînes de valeur pour les cultures riches en nutriments telles que les fruits, les légumes et les légumineuses, ainsi que sur la promotion de l'éducation nutritionnelle et la communication visant à modifier les comportements afin d'améliorer les pratiques de consommation des ménages. Le SAPZ accorde la priorité aux femmes en tant qu'actrices clés dans la production, la transformation et la distribution d'aliments nutritifs, compte tenu de leur rôle central dans les décisions nutritionnelles des ménages. En s'alignant sur la politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition et en s'appuyant sur le cadre du FIDA pour une agriculture sensible à la nutrition, le programme veille à ce que les investissements agro-industriels soient non seulement viables sur le plan économique, mais aussi favorables à une alimentation plus saine et à l'amélioration des résultats nutritionnels des populations rurales.
17. **Contexte en matière de résilience et de vulnérabilité climatiques.** La variabilité climatique accrue affecte déjà la production agricole pendant la saison sèche et réduit la disponibilité en eau pour l'usage domestique et l'irrigation, malgré la présence de ressources considérables en eaux de surface et souterraines. Par conséquent, le programme SAPZ favorise la résilience des petits exploitants agricoles face au changement climatique et les aide à adopter et à mettre en œuvre les meilleures pratiques et solutions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

18. Le programme SAPZ cible le territoire de la capitale fédérale et sept États, à savoir Kano, Kaduna, Oyo, Kwara, Ogun, Imo et Cross River. Afin de tirer parti de ses programmes en cours, le FIDA cible Kano et Ogun dans le but d'améliorer la production, la productivité et la capacité des petits exploitants agricoles à créer de la valeur ajoutée, de faciliter leur accès aux marchés et de renforcer leur résilience et leur adaptation au climat

changement. En outre, le FIDA couvrira respectivement 16 et 8 zones administratives locales à Kano et Ogun. Le groupe cible global pour tous les partenaires financiers est d'environ 1,5 million de ménages, y compris les entreprises agroalimentaires du secteur privé, les transformateurs agricoles, les agro-entrepreneurs et les négociants agricoles, ainsi que les petits producteurs, dont la majorité dépend de l'agriculture pour leur subsistance.

19. Les investissements du FIDA, y compris les ressources du FVC, bénéficieront directement à environ 100 000 personnes, dont 50 % de femmes et 40 % de jeunes. Parmi celles-ci, 75 000 seront engagées dans les États de Kano et d'Ogun, où 90 % du groupe cible sera composé de producteurs et 10 % de transformateurs, de commerçants ou de prestataires de services communautaires. En outre, le programme soutiendra 25 000 autres petits exploitants et opérateurs actuellement actifs dans le cadre du VCDP à Ogun. Cela souligne la complémentarité entre le VCDP et le programme SAPZ, qui tire parti des liens commerciaux et des infrastructures de transformation créés dans le cadre du SAPZ.
20. Le programme accorde la priorité aux femmes rurales, aux jeunes (en particulier ceux qui ne possèdent pas de terres), aux personnes handicapées et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, conformément aux orientations du FIDA en matière d'inclusion sociale.

C. Composantes, résultats et activités

21. Le programme SAPZ comporte trois composantes opérationnelles, décrites ci-dessous. Conformément à l'accord de financement, le FIDA se concentre principalement sur la mise en œuvre des composantes 2 et 3, tandis que la composante 1 est couverte par la BAD et la BID. La composante 4 concerne la gestion et la coordination du programme.

Composante 1 : Développement et gestion des infrastructures pour les pôles agro-industriels

22. Les résultats de la composante 1 comprennent l'amélioration de l'accès au marché et la réduction des pertes après récolte, grâce à la création de zones spéciales de transformation agro-industrielle dans certaines régions/États à fort potentiel. Chaque zone sera composée d'un pôle industriel agricole et d'un centre de transformation agricole, stratégiquement situés dans les zones de production. Les centres de transformation agricole regrouperont les produits des communautés locales et les transféreront vers un pôle industriel agricole pour y ajouter de la valeur, avant qu'ils ne soient distribués aux centres d'approvisionnement et aux consommateurs.

Composante 2 : Productivité agricole, production, liens avec les marchés et valeur ajoutée dans les zones de chalandise des SAPZ

23. En ce qui concerne la composante 2 dirigée par le FIDA, les principaux résultats attendus sont l'amélioration de la production et de la productivité, l'adoption de technologies et de pratiques respectueuses de l'environnement et résilientes au changement climatique, l'amélioration de la diversité alimentaire et l'amélioration de l'accès aux marchés et au financement. Ces résultats seront obtenus grâce aux mesures suivantes: (i) renforcer les capacités des petits exploitants agricoles en matière de bonnes pratiques agricoles, d'utilisation d'intrants/technologies améliorés et de valeur ajoutée, et renforcer leur résilience et leur adaptation au changement climatique; (ii) la mise en relation des petits exploitants agricoles avec les débouchés supplémentaires offerts par les AIH, avec des acheteurs opérant dans la zone cible et approvisionnant les marchés locaux et nationaux; et (iii) la facilitation de l'accès au financement, y compris au financement climatique, par le biais de campagnes de sensibilisation et de partenariats public-privé-producteurs, etc.

Composante 3 : Soutien au développement des politiques et des institutions

24. Les résultats comprennent: (i) la création d'une institution réglementaire/d'un régime réglementaire spécial (indépendant ou au sein d'une institution existante); (ii) l'élaboration ou la révision de lois, de règlements, de politiques ou de stratégies proposés aux décideurs politiques pour approbation; (iii) réalisation de produits de connaissance pertinents pour les politiques; et (iv) renforcement des capacités des CAF afin de mieux promouvoir un environnement commercial plus favorable et de remédier aux inefficacités et aux défaillances du marché dans les chaînes de valeur agricoles. Alors que la BAD soutiendra l'élaboration de politiques favorables et du cadre réglementaire pour les zones agro-industrielles, le FIDA se concentrera sur: (i) la facilitation du dialogue politique local en faveur de liens commerciaux favorables et inclusifs; (ii) le renforcement du contrôle de la qualité, des systèmes de classement et de normalisation;

et (iii) la mise en place et le renforcement de mécanismes de gestion des conflits.

25. Ces trois composantes opérationnelles sont mises en œuvre conjointement par l'unité nationale de gestion du programme et les unités de gestion du programme des États d'Ogun et de Kano. L'organisme d'exécution principal est le ministère fédéral de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, et le représentant de l'emprunteur est le ministère fédéral des Finances.

D. Coûts, avantages et financement

Coûts du programme

26. Le coût total du programme SAPZ, toutes éventualités comprises, s'élève à 541 millions de dollars EU pour sa mise en œuvre de 2022 à 2029. Le montant total du prêt du FIDA s'élève à 100 millions de dollars américains (18,5 %), composés de 49,97 millions de dollars américains fournis pendant le FIDA11 et d'un déficit de financement de 50,03 millions de dollars américains au moment de la conception. En outre, un total de 60 millions de dollars américains (11,1 %) sera mobilisé par le biais du programme IGREENFIN 2 du FVC. La BAD a accordé un prêt total de 160 millions de dollars (29,6 %) et l'AGTF a accordé un prêt de 50 millions de dollars (9,2 %). Le cofinancement de la BID s'élève à 150 millions de dollars (27,7 %), tandis que le cofinancement national s'élève à 21,21 millions de dollars (3,9 %).
27. Le volet 1 s'élève à 247,58 millions de dollars, soit 45,7 % du coût total de référence, principalement en raison de la lourde infrastructure à mettre en place. La composante 2 s'élève à 236,47 millions de dollars américains, soit 43,7 % du coût total de référence. La composante 3 s'élève à 8,83 millions de dollars américains, soit 1,6 % du coût total de référence. La composante 4 s'élève à 48,31 millions de dollars américains, soit 8,9 % du coût total de référence.
28. Conformément à la conception initiale, la sous-composante 2.2, qui met l'accent sur l'amélioration de la production et de la productivité des petits exploitants, a été entièrement comptabilisée comme financement climatique. Par conséquent, conformément aux méthodologies des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce programme a été estimé à 16,35 millions de dollars américains. Le montant total du financement climatique supplémentaire du FIDA pour le financement supplémentaire de 50 millions de dollars US est estimé à 22,176 millions de dollars US.

Tableau 1

Résumé du financement initial et supplémentaire

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement supplémentaire</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	49 970	50 000	99 970
Déficit de financement	50 030	(50 000)	30
Banque africaine de développement	160 000	-	160 000
IsDB	150 000	-	150 000
AGTF	50 000	-	50 000
GCF/IGREENFIN 2	60 000	-	60 000
Contrepartie gouvernementale	18 323	-	18 323
Participants au programme	2 891	-	2 891
Total	541 214	50 000	541 214

* Voir les tableaux 1, 2 et 3 du document EB 2021/134/R.46/Rev.1 pour une ventilation détaillée.

Tableau 2

Financement supplémentaire : coûts du programme par composante, sous-composante et bailleur de fonds
 (en milliers de dollars des États-Unis)

Composante/sous-composante	Prêt supplémentaire du FIDA		Total
	Montant	%	Montant
1. Développement et gestion des infrastructures pour les pôles agro-industriels	-	-	-
2. Productivité agricole, production, liens avec les marchés et valeur ajoutée dans les zones desservies par le SAPZ			
2.1. Liens avec les marchés agricoles et valeur ajoutée	-	-	-
2.2. Amélioration de la production/productivité des petits exploitants	48 511	96,96	48 511
2.3. Accès au financement et inclusion financière	-	-	-
Sous-total	48 511	96,96	48 511
3. Soutien à l'élaboration des politiques et au développement institutionnel	690	1,38	690
4. Coordination et gestion des programmes	799	1,60	799
Total	50 000	99,94	50 000

Tableau 3

Financement supplémentaire : coûts du programme par catégorie de dépenses et bailleur de fonds
 (en milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Prêt supplémentaire du FIDA		Déficit de financement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant
Coûts d'investissement					
A. Travaux de génie civil					
Construction et réhabilitation	36 152	72,26	30	0,06	36 182
B. Services					
Formation	7 341	14,67	-	-	7 341
Études	1 956	3,91	-	-	1 956
Services contractuels	280	0,56	-	-	280
Biens, services et intrants	3 237	6,47	-	-	3 237
Services – sous-total	12 814	25,61	-	-	12 814
Coûts d'investissement totaux	48 966	97,87	30	0,06	48 996
Coûts récurrents					
Personnel	1 034	2,07	-	-	1 034
Total des coûts récurrents	1 034	2,07	-	-	1 034
Total	50 000	99,94	30	0,06	50 030

Tableau 4

Coûts du programme par composante, sous-composante et année du programme
 (en milliers de dollars des États-Unis)

Composante/sous-composante	2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Développement et gestion des infrastructures pour les pôles agro-industriels	22 326	9,0	62 397	25,3	68 680	27,7	70 094	28,3	24 092	9,7	-	-	-	-	247 589
2. Productivité agricole, production, liens avec les marchés et valeur ajoutée dans les bassins versants de la SAPZ															
2.1. Liens avec les marchés agricoles et valeur ajoutée	-	-	17 218	42,5	14 640	36,1	4 932	12,2	3 744	9,2	-	-	-	-	40 534
2.2. Amélioration de la production/productivité des petits exploitants	14 139	10,4	23 291	17,1	25 740	18,9	34 185	25,2	28 658	21,1	7 027	5,2	2 902	2,1	135 944
2.3. Accès au financement et inclusion financière	678	1,1	55 797	93,0	1 312	2,2	1 033	1,7	749	1,25	430	0,7	-	-	60 000
Sous-total	14 818	6,3	96 307	40,7	41 692	17,6	40 150	16,9	33 151	14,0	7 457	3,2	2 902	1,2	236 478
3. Soutien au développement politique et institutionnel	4 663	52,8	877	9,9	891	10,1	1 128	12,8	920	10,4	59	0,7	293	3,3	8 832
4. Coordination et gestion des programmes	12 835	26,5	8 695	18,0	8 643	17,9	8 798	18,2	8 884	18,4	228	0,5	233	0,5	48 316
Total	54 642	10,1	168 276	31,1	119 906	22,2	120 169	22,2	67 047	12,4	7 745	1,4	3 428	0,6	541 214

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

29. Le plan de financement du SAPZ est le suivant : avec le financement supplémentaire, le financement total du FIDA est estimé à 99,97 millions de dollars (18,5 % du coût total du programme), dont 49,97 millions de dollars provenant du prêt initial et 50 millions de dollars provenant du financement supplémentaire. Le financement total du FIDA couvre la période de mise en œuvre allant du 19 septembre 2022 au 19 septembre 2029. En outre, le FIDA mobilisera 60 millions de dollars (11,1 %) du financement IGREENFIN 2 auprès du FVC.
30. La stratégie et le plan de cofinancement visant à compléter l'investissement de 100 millions de dollars américains du FIDA et le financement supplémentaire de 60 millions de dollars américains du FVC/ IGREENFIN 2 (pour un coût total du programme de 541,21 millions de dollars américains) sont les suivants: le cofinancement parallèle de la BAD s'élève à 160 millions de dollars américains (29,6 %); le cofinancement de la BID s'élève à 150 millions de dollars (27,7 %); le financement de l'AGTF s'élève à 50 millions de dollars (9,2 %); et le cofinancement national s'élève à 21,2 millions de dollars (3,9 %).

Décaissement

31. Les modalités de décaissement seront mises à jour afin d'inclure l'ouverture d'un compte libellé en dollars américains, ainsi que des comptes de prélèvement et d'exploitation en nairas nigériens (NGN). Le financement du FIDA, y compris le financement initial et supplémentaire, sera décaissé sur la base de demandes de retrait dûment certifiées, conformément aux procédures de décaissement du FIDA.

Résumé des avantages et analyse économique

32. Les avantages économiques et financiers escomptés restent inchangés par rapport à l'objectif initial du programme et aux objectifs de développement. Le financement supplémentaire ne génère pas de nouveaux avantages, ceux-ci ayant déjà été pris en compte lors de la conception initiale.
33. **Résultats de l'analyse économique.** L'analyse montre que le programme SAPZ a la capacité de générer un taux de rendement interne économique (TRIE) de 23 %. La valeur actuelle nette économique (VAN) estimée à un taux d'actualisation de 12 % est de 47 millions de dollars US, sur une période de mise en œuvre de sept ans. Le rapport coûts-avantages de 3,2 indique un rendement de 2,38 dollars américains pour chaque dollar investi. Ces résultats indiquent que le programme est un investissement solide qui génère un taux de rendement positif, car le TRIE est supérieur au taux de rendement minimal (12 %) et la VAN économique est supérieure à zéro.

Stratégie de sortie et durabilité

34. Le financement supplémentaire sera mis en œuvre conformément à la stratégie de durabilité et de sortie prévue dans le projet initial. La stratégie de sortie du SAPZ repose sur le soutien aux petits exploitants agricoles acteurs de la chaîne de valeur afin qu'ils créent des entreprises rentables dans les domaines de la production, de la transformation et de l'agrégation, afin d'approvisionner les AIH et les ATC. S'appuyant sur le succès du VCDP, le programme SAPZ développera et encouragera l'adoption d'approches axées sur le marché et le renforcement de la résilience, sous l'impulsion du forum multipartite sur l'agroalimentaire, afin d'attirer les financements du secteur privé et d'améliorer l'accès au financement pour les petits exploitants agricoles.
35. Afin d'améliorer la mise en œuvre efficace de la stratégie de sortie et de durabilité de la SAPZ, le financement supplémentaire contribuera à: (i) la construction et la réhabilitation d'infrastructures essentielles, notamment des centres de transformation, des installations de stockage, des routes de desserte entre les marchés et les exploitations agricoles, des ponts et des ponceaux, afin de faciliter l'accès aux AIH et aux ATC financés par d'autres cofinanciers; (ii) renforcer les capacités des petits exploitants agricoles et de leurs organisations à adopter des intrants/technologies agricoles résilients au climat, notamment par la formation technique des jeunes à l'exploitation et à la maintenance des machines et des infrastructures; et (iii) promouvoir le dialogue politique local facilité au niveau du forum multipartite sur l'agroalimentaire afin d'identifier les principales questions politiques et réglementaires qui affectent les activités et les entreprises des participants au programme. Cela contribuera à créer un environnement politique favorable qui

veille à ce que les groupes cibles du FIDA tirent le meilleur parti des opportunités créées par le programme.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

36. Les principaux risques liés à la mise en œuvre du programme SAPZ et les mesures d'atténuation recommandées lors de la conception et de la dernière mission de supervision restent valables et sont résumés dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5

Résumé global des risques

Catégories de risques	Description du risque	Évaluation du risque		Mesures d'atténuation
		Inhérent	Résiduel	
Fragilité et sécurité	Violence/conflits (par exemple, affrontements entre éleveurs et agriculteurs, insurrection et enlèvements) dans les États de la SAPZ.	Élevée	Important	Plateformes de résolution des conflits (par exemple, CAF), engagement communautaire, emploi ciblé des jeunes, dialogue entre les parties prenantes et plaidoyer en faveur de l'accès à la terre.
Opérationnel	Retards dans la mobilisation des fonds, intérêt limité des institutions financières et accès restreint à la terre pour les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.	Modéré	Modéré	Supervision étroite, conception de programmes favorables aux pauvres et inclusifs, aide au défrichage pour les groupes vulnérables et recours à des actions de sensibilisation dans les zones/États des gouvernements locaux.
Institutionnel	Ingérence politique et capacités insuffisantes du personnel chargé du programme et des unités de coordination.	Important	Modéré	Assistance technique, supervision et suivi et évaluation structurés, normes de recrutement et renforcement de la coordination.
Fiduciaire – gestion financière et des achats	Contrôles internes faibles, champ d'application étendu avec de multiples bailleurs de fonds, risques de fraude, faibles capacités du personnel chargé de la gestion financière et incapacité du gouvernement à remplir ses obligations de contrepartie.	Élevé	Élevé	Respect strict des procédures, mise en place d'une équipe centrale d'appui aux programmes du FIDA, supervision et examen régulier des programmes et des processus de gestion financière, rapports réguliers et assurance qualité, et formation et renforcement des capacités.
Émissions de gaz à effet de serre	Augmentation des émissions due à la déforestation, au brûlage de la biomasse et à des pratiques environnementales non durables.	Élevé	Modéré	Promouvoir l'utilisation efficace des ressources, adopter une agriculture à faibles émissions, mener des campagnes de sensibilisation et soutenir l'intégration de l'IGREENFIN 2.

B. Catégorie environnementale et sociale

37. Le risque environnemental et social du programme est jugé important, ce qui correspond à des risques tels que la déforestation, la mauvaise gestion des déchets et la pollution dans la production et la transformation, l'aménagement du territoire non respectueux de l'environnement, la dégradation des sols, la gestion non durable des terres et les conflits liés à l'accès à la terre et aux ressources. En réponse, le programme encourage les énergies vertes (par exemple, briquettes, biogaz) ; il investit dans un aménagement du territoire respectueux de l'environnement, qui comprend des systèmes de gestion des déchets solides/liquides ; et il promeut et défend l'accès à la terre pour les femmes et les jeunes, ainsi que l'investissement dans des séchoirs solaires et des infrastructures d'hygiène.
38. Le financement supplémentaire du programme SAPZ ne nécessite aucune modification de la conception initiale et reste conforme aux procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique.

C. Classification des risques climatiques

39. Le risque climatique du programme est élevé en raison du potentiel d'inondations, de sécheresses, de périodes de sécheresse, etc. Le programme se concentre sur les pratiques de production intelligentes face au climat, les systèmes d'irrigation, les liens avec la Nigerian Agricultural Insurance Corporation et le Nigerian Incentive-Based Risk Sharing System for Agricultural Lending, l'accès des agriculteurs aux informations météorologiques via l'Agence météorologique nigériane et les plateformes numériques.

IV. Mise en œuvre

A. Conformité avec les politiques du FIDA

40. Le financement supplémentaire s'inscrit dans la vision stratégique du gouvernement en matière de croissance et de développement, telle qu'elle est exprimée dans les principales politiques et programmes, notamment: (i) la déclaration présidentielle d'urgence sur la sécurité alimentaire au Nigeria;⁵ (ii) Les voies nationales vers la transformation des systèmes alimentaires; (iii) le mandat, la mission et la vision de la Politique nationale en matière de technologie et d'innovation agricoles (NATIP) 2022-2027;⁶ (iv) les objectifs de développement durable 1, 2, 5, 6, 8, 10, 13 et 17; (v) la déclaration de Kampala du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine sur la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients et durables en Afrique; et (vi) le Programme stratégique d'opportunités pour le Nigeria (COSOP) 2024-2029.⁷ Le programme SAPZ contribuera directement aux priorités transversales du FIDA en matière d'intégration en promouvant une approche transformatrice en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale (qui inclut les jeunes, les femmes et les personnes handicapées), ainsi qu'une approche sensible à la nutrition, au financement climatique et au secteur public-privé, tout en tirant parti du plan d'action pour l'innovation numérique de la coopération entre le gouvernement fédéral du Nigeria et le FIDA.

B. Cadre organisationnel Gestion et coordination

41. Le ministère fédéral de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire est l'agence d'exécution chargée de la coordination et de la supervision générales du programme, tandis que la mise en œuvre sur le terrain est coordonnée et supervisée par les ministères de l'Agriculture de chacun des sept États participants. Le ministère fédéral des Finances est le représentant désigné de l'emprunteur et veille au respect des clauses du prêt.
42. L'unité nationale de gestion du programme gère directement la mise en œuvre du programme en collaboration avec les unités de mise en œuvre du programme au niveau des États. Cela est conforme aux dispositions institutionnelles prises lors de la phase de conception, telles que prévues dans le rapport de conception du programme (PDR) et le manuel de mise en œuvre du programme (PIM).

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

43. Les modalités de mise en œuvre du financement supplémentaire resteront inchangées, la gestion financière et la gestion des achats suivant l'accord de financement et les modalités actualisées du programme en matière d'achats. Les fonds du programme, y compris le financement supplémentaire, continueront d'être gérés conformément aux procédures nationales et à celles du FIDA en matière de gestion financière et opérationnelle. Le ministère fédéral de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire continuera d'assumer la responsabilité de la coordination du programme. Le comité directeur national continuera d'approuver les plans de travail et les budgets annuels, ainsi que les rapports du programme, et fournira des orientations politiques et stratégiques générales au niveau national.
44. Les procédures de gestion financière sont détaillées dans le document de gestion financière et comptable du programme, garantissant l'objectif fiduciaire du FIDA d'une utilisation efficace des fonds pour atteindre les objectifs de développement du programme. FIDA

⁵ Les éléments centraux du plan de mise en œuvre de la déclaration présidentielle d'urgence sur la sécurité alimentaire au Nigeria par le gouvernement sont les suivants: (i) améliorer la productivité agricole; (ii) renforcer les chaînes de valeur et les systèmes de marché; (iii) investir dans les infrastructures rurales et la résilience; (iv) autonomiser les petits exploitants agricoles et les communautés; et (v) le renforcement des politiques et de la gouvernance.

⁶ Mandat du NATIP: « Assurer la sécurité alimentaire dans les domaines des cultures, de l'élevage et de la pêche, créer des emplois et des services agricoles, promouvoir la production et l'approvisionnement en matières premières pour les agro-industries, fournir des débouchés pour les produits du secteur industriel, générer des devises étrangères et promouvoir le développement socio-économique rural ».

Vision du NATIP: « Développer le secteur agricole nigérian, stimuler la croissance des revenus, accélérer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, créer des emplois et transformer le Nigeria en un marché alimentaire mondial de premier plan, source de richesse pour les agriculteurs ».

⁷ Pour atteindre ses objectifs, le COSOP (2024-2029) s'attaquera aux causes profondes de la fragilité et poursuivra deux objectifs stratégiques: (i) accroître de manière durable les capacités productives des populations rurales; et (ii) renforcer les cadres organisationnels et politiques pour des chaînes de valeur agricoles inclusives, sensibles à la nutrition et résilientes.

Il utilisera une approche fondée sur les risques qui comprend des examens préalables et postérieurs, des missions de supervision et d'appui. La politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations est intégrée dans les contrats conclus avec des tiers et décrite dans le manuel des procédures financières et administratives, avec des liens vers le système du FIDA.

C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

45. Dans le cadre du financement supplémentaire, le programme SAPZ renforcera les systèmes de suivi et d'évaluation (S&E) et de gestion des connaissances, comme indiqué dans le PDR et le PIM. Étant donné que le déficit de financement était déjà prévu dans le PDR initial, les indicateurs du cadre logique et les objectifs finaux restent inchangés, ce qui permet de disposer d'un cadre de résultats cohérent pour mesurer les résultats tant pendant la phase initiale que pendant la phase de financement supplémentaire.
46. Le financement supplémentaire permettra de soutenir l'achèvement et la mise en œuvre complète du système d'information de gestion (SIG). Le SIG permet la saisie de données en temps réel, améliore la qualité des données et optimise l'établissement de rapports et la prise de décisions fondés sur des preuves. Le programme SAPZ a élaboré un plan détaillé de suivi et d'évaluation, qui comprend des protocoles de collecte de données, des définitions d'indicateurs, des mesures d'assurance qualité et des calendriers de rapport. Ce plan guidera la mise en œuvre et garantira la cohérence et la responsabilité dans tous les domaines ciblés par le programme.
47. En matière de gestion des connaissances, le financement supplémentaire permettra d'intensifier les efforts visant à recueillir, compiler et diffuser les enseignements et les innovations tirés des interventions initiales et élargies, conformément à la stratégie de gestion des connaissances et de communication de la SAPZ. Les activités prévues comprennent des études de cas, des notes d'orientation, du contenu multimédia et des événements d'apprentissage aux niveaux fédéral et des États. Le SIG servira de référentiel central pour tous les produits de connaissance, garantissant l'accessibilité des données et soutenant l'influence et l'élargissement des politiques fondées sur des données probantes.

D. Modifications proposées à l'accord de financement

48. Une modification sera apportée à l'accord de financement initial conclu entre la République fédérale du Nigéria et le FIDA afin de refléter le financement supplémentaire de 50 millions de dollars américains accordé par le FIDA, conformément à la demande du gouvernement.

V. Instruments juridiques et autorité

49. Un accord de financement entre la République fédérale du Nigéria et le FIDA constituera l'instrument juridique permettant d'accorder le financement proposé à l'emprunteur/bénéficiaire. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement supplémentaire.
50. La République fédérale du Nigéria est habilitée, en vertu de sa législation, à recevoir des financements du FIDA.
51. Je suis convaincu que le financement supplémentaire proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux Politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

52. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement supplémentaire dans les termes de la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU : Que le Fonds accorde à la République fédérale du Nigéria un prêt à des conditions mixtes d'un montant de cinquante millions de dollars des États-Unis (50 000 000 USD) et à des conditions qui soient pour l'essentiel conformes aux conditions présentées dans le présent document.

Alvaro Lario
Président

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach 1. Persons receiving services promoted or supported by the project	1 Persons receiving services promoted or supported by the project					M&E Report, Project Progress reports, Beneficiaries database	Semi Annually	IFAD-NPMU	Farmer Organizations are functional and have proper data management system
	Males - Males	0	25000	50000	50000				
	Females - Females	0	25000	50000	50000				
	Young - Young people	0	20000	40000	40000				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	50000	100000	100000				
	1.a Corresponding number of households reached								
	Households - Households	0	50000	100000	100000				
	1.b Estimated corresponding total number of households members								
	Household members - Number of people	0	250000	500000	500000				
Project Goal Rural poverty and unemployment reduction resulting in accelerated economic growth achieved by integrated value chain development for key commodities from production to manufacturing	Proportion of the population living below USD 1.90 per day					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU	Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices
	Population - Percentage (%)	53.5	50	45	45				
	Reduction in Unemployment rate								
	Total Reduction - Percentage (%)	23,1	20	18	18				
	Youth Reduction - Percentage (%)	29,1	24	15	15	COI Completion survey	Completion	IFAD-NPMU	
	SF 2.1 Households satisfied with project-supported services								
	Households - Percentage (%)			70	70				
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers					COI Completion survey	Completion	IFAD-NPMU	
	Households - Percentage (%)			70	70				
Development Objective Support the development of Special Agro processing zones in high food production areas to supply the domestic food market and create export surplus	Percentage reduction of the number of households experiencing food insecurity					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU	Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices
	Reduction - Percentage (%)		20	50	50				
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU	
	Women (%) - Percentage (%)		35	60	60				
	Women (number) - Females		9702	16632	16632				
	Households (%) - Percentage (%)		35	60	60				

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes	
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility		
	Households (number) - Households		9702	16632	16632	Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU		Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices
	Household members - Number of people		48510	83160	83160					
	Percentage of beneficiaries reporting an increase in real income									
	Females - Percentage (%)		17,5	40	40					
	Males - Percentage (%)		17,5	40	40					
	Young - Percentage (%)		14	32	32					
Total - Percentage (%)		35	80	80						
Outcome 2 Increased private sector capacity in Agro-Industrial management and value chain development	1.2.4 Households reporting an increase in production					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU	Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices	
	Total number of household members - Number of people		148750	340000	340000					
	Households - Percentage (%)		35	80	80					
	Households - Households		29750	68000	68000					
	Total number of household members - Number of people		148750	340000	340000					
	2.2.4 Supported rural producers' organizations providing new or improved services to their members					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU		
	Number of POs - Organizations									
	Total number of POs members - Number of people		29750	68000	29750					
	Males POs members - Males									
	Females POs members - Females									
	Young POs members - Young people									
	2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU	Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices	
	Number of enterprises - Enterprises				1925					
	Percentage of enterprises - Percentage (%)				70					
		3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm		IFAD-NPMU	

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
	Total number of household members - Number of people				297500	Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term		
	Households - Percentage (%)		30	70	70				
	Households - Households		25500	59500	59500				
	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU	Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices
	Males - Males		12500	25000	25000				
	Females - Females		12500	25000	25000				
	Young - Young people		12500	25000	25000				
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people		25000	50000	50000				
	1.2.5 Households reporting using rural financial services					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU	
	Total number of household members - Number of people	0	127500	297500	297500				
	Households - Percentage (%)	0	30	80	80				
	Households - Households	0	25500	59500	59500				
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU	
	Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)	0	30	70	70				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Percentage (%)	0	30	70	70				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Percentage (%)	0	30	70	70				
	Households reporting improved physical access to markets - Households	0	25500	59500	59500				
	Households reporting improved physical	0	25500	59500	59500				

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes	
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility		
	access to processing facilities - Households									
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Households	0	25500	59500	59500					
	Percentage increase in yields for commodities produced by targeted smallholder farmers (in Ogun and Kano)					Baseline study, Impact Assessment Surveys, Midterm Reports, CORE outcome Surveys	Baseline, Midterm & End term	IFAD-NPMU		Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices
	Rainfed Rice - Percentage (%)			100	100					
	Irrigated Rice - Percentage (%)			200	200					
	Tomato - Percentage (%)			50	50					
	Sesame - Percentage (%)			100	100					
	Ground nut - Percentage (%)			100	100					
Cassava - Percentage (%)			100	100						
Output 2.1 Enabling economic infrastructure provided for value chain development	Number of boreholes, bridges and culverts constructed rehabilitated/extended					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually, and Annually	IFAD-NPMU	Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices	
	Boreholes - Number		40	72	72					
	Small Bridges - Number		40	72	72					
	Culverts - Number		79	144	144					
	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually, and Annually	IFAD-NPMU		
	Total number of facilities - Facilities		264	480	480					
	Market facilities constructed/rehabilitated - Facilities									
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Facilities									
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Facilities		264	480	480					
	Number of Farmer Organizations (FOs) Commodity Stores Established					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually, and Annually	IFAD-NPMU	Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices	
	Commodity Stores - Number		20	48	48					
	Number of ACs constructed					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually,	IFAD-NPMU		
	ACs - Number		13	24	24					

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
							and Annually		
Output 2.2 Farm level infrastructure developed	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually, and Annually	IFAD-NPMU	Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices
	Length of roads - Km		165	300	300				
	3.1.4 Land brought under climate-resilient practices					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually, and Annually	IFAD-NPMU	
Hectares of land - Area (ha)		2500	5692	5692					
Output 2.3 Certified inputs provided to farmers	Quantity of improved inputs provided to farmers in the Agro-Industrial production zones					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	Government policies are stable and there are no global economic shocks affecting oil and commodity prices
	Certified Seeds - Tons			80000	80000				
Output 2.4 Skills of value chain actors developed	3.1.2 Persons provided with climate information services					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	
	Males - Males		30000	50000	50000				
	Females - Females		30000	50000	50000				
	Young - Young people		24000	40000	40000				
	Persons provided with climate information services - Number of people		60000	100000	100000				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	
	Total number of persons trained by the project - Number of people		38250	85000	85000				
	Men trained in crop - Males		19125	42500	42500				
	Women trained in crop - Females		19125	42500	42500				
	Young people trained in crop - young people		15300	34000	34000				
	Total persons trained in crop - Number of people		38250	85000	85000				
	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	
	Males - Males		19125	42500	42500				
	Females - Females		19125	42500	42500				
	Young - Young people		15300	34000	34000				

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people		38250	85000	85000				
	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	
	Total persons participating - Number of people		10206	34020	34020				
	Males - Males		1890	6300	6300				
	Females - Females		8316	27720	27720				
	Households - Households		10206	34020	34020				
	Household members benefitted - Number of people		52920	170100	170100				
	Young - Young people		2835	9450	9450				
	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males		19125	42500	42500				
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females		19125	42500	42500				
	Young people in rural areas accessing financial services - credit - Young people		15300	34000	34000				
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people		38250	85000	85000				
	Total persons accessing financial services - insurance - Number of people								
	Men in rural areas accessing financial services - insurance - Males								
	Women in rural areas accessing financial services - insurance - Females								

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
	Young people in rural areas accessing financial services - insurance - Young people								
	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	
	Rural enterprises - Enterprises		1650	2750	2750				
	Persons accessing market information services in Ogun and Kano					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	Government supports import substitution policy Interest of off-takers to engage with farmers. A conducive policy and business environment for VC actors
	Persons - Number		42500	85000	85000				
	Number men and women farmers, processors/traders and community-based service providers trained in financial literacy in Ogun and Kano					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	
	Total - Number	0		90000	90000				
Output 2.5 Development of a Value Chain Support System	Number of Commodity Alliance Forums (CAFs) Established in Ogun and Kano					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	Government supports import substitution policy Interest of off-takers to engage with farmers. A conducive policy and business environment for VC actors
	CAFs - Number		26	48	48				
	Number of Farmer Organizations (FOs) Established								
	FOs - Number			2750	2750				
	2.1.3 Rural producers' organizations supported								
	Total size of POs - Organizations								
	Rural POs supported - Organizations								
	Males - Males								
	Females - Females								
Outcome 3: (i) Enabling policies and regulatory framework for Agro-Industrial Zones are developed	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	
	Number - Number	0		2	2				
Output 3.1 Development/strengthening of enabling Policy, Legislation and Regulation for SAPZs	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed					Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually	IFAD-NPMU	Government supports import substitution policy Interest of off-takers to engage with farmers. A conducive policy and business environment for VC actors
	Number - Knowledge Products		1	2	2				
	Existing policy document reviewed, updated, and approved by the Federal and State Governments (AfDB Indicator)								
	Policy Documents - Number	0	1	1	1				
	Regulatory institution/special regulatory regime established (independently or within existing institution) (AfDB Indicator)								
	Institution - Number	0	1	1	1				
	CAFs capacitated in advocacy for improved business environment							IFAD-NPMU	

Results hierarchy Output 3.2 Provide technical assistance and capacity building for staff of relevant public institutions	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
	CAFs - Number		10	24	24	Semi-annually and annually Progress Reports, M&E Reports	Quarterly, Semi-annually and Annually		
	Number of studies on CAFs business environment conducted								
	Studies - Number								

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A

Financial cash flow models

		Farm models' net incremental benefits (in Naira 000)							
		Cereals/On farm Agriculture				poultry		Horticulture	
		Cassava Model	Ground Nuts	Sesame	Rice Model	Layers	Broilers	Local Chicke	Tomato
	PY1	(258)	20	(177)	(151)	(260)	(80)	(70)	(184)
	PY2	50	84	69	113	222	40	32	39
	PY3	110	122	114	111	222	40	62	87
	PY4	110	122	114	111	222	40	36	87
	PY5	110	122	114	111	222	40	62	87
	PY6	110	122	114	111	222	40	62	87
	PY7	110	122	114	111	222	40	36	87
	PY8	110	122	114	111	222	40	62	87
	PY9	110	122	114	111	222	40	62	87
	PY10	110	122	114	111	222	40	36	87
IRR/**		34%	N/A	55%	74%	85%	49%	64%	37%
NPV (Naira'000)		244	569	348	396	824	120	172	210

** ERR does not compute in models without negative cashflow

Table B

Project costs and logframe targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME						
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)						
Beneficiaries		500,000	people	160		
Cost per beneficiary		320	USD x	100,000	Household	
Components and Cost (USD million)					1,600	USD
			Average increase in Rural income		WOP	WP
A. INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT AND MANAGEMENT FOR AGRO-INDUSTRIAL HUBS			247.58	Average increase in income per HH per		-
B. AGRICULTURAL PRODUCTIVITY AND PRODUCTION			237.47			109
C. POLICY & INSTITUTIONAL DEVELOPMENT SUPPORT			8.83			
D. PROJECT COORDINATION AND MANAGEMENT			48.31			

Table C

Main assumptions and shadow prices

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES ¹						
C)	Output	land Size	Yields (Annually)		Price (Naira)	
			WOP	WP		
FINANCIAL	Cassava Model	1 ha	500	1,200	250	
	Ground Nuts	1 ha	400	1,000	250	
	Sesame	1 ha	600	1,250	200	
	Rice Model	1 ha	600	1,200	300	
	Layers		100	300	2,000	
	Broilers		100	100	1,200	
	Local Chicken		100	300	2,000	
	Tomato	1 ha	500	1000	300	
Economic	Official Exchange rate (OER)	100	Disc. Rate (opp. Cost of capital)			12%
	Shadow exchange rate (SER)	85	Discount rate on saving/deposit accounts			12.3%
	Labour Conversion factor \3	0.92	Standard Conversion Factor (SCF)			0.85

Table D

Beneficiary adoption rates and phasing

HH	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7
Producers		10,000	14,444	23,077	12,857	14,622	15,000
Processors/traders/ community-based service providers	-	1,111	2,000	2,000	2,000	1,460	1,429
TOTAL	-	11,111	16,444	25,077	14,857	16,083	16,429
Cumulative		11,111	27,555	52,632	67,489	83,571	100,000
Adoption rate		0.75					
Beneficiaries in their Year 1	-	8,333	20,666	39,474	50,617	62,679	75,000
Beneficiaries in their Year 2	-	-	8,333	20,666	39,474	50,617	62,679
Beneficiaries in their Year 3	-	-	-	8,333	20,666	39,474	50,617
Beneficiaries in their Year 4	-	-	-	-	8,333	20,666	39,474
Beneficiaries in their Year 5	-	-	-	-	-	8,333	20,666
Beneficiaries in their Year 6	-	-	-	-	-	-	8,333
Beneficiaries in their Year 7	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	8,333	28,999	68,473	119,090	181,768	256,768

Table E

Economic cash flow

Project year	BENEFITS			COSTS			CASH FLOW
	Incremental Benefit from on-farm agriculture, poultry and horticulture	Infrastructure Investment Efficiency	Total Net Inc. Benefits (millions)	Project Economic Costs	Recurrent Costs	Total Incremental Costs	
PY1	-	-	-	3,379		3,379	(3,379)
PY2	(1,208)	604	(604)	5,208		5,208	(5,812)
PY3	(2,319)	1,812	(507)	8,447		8,447	(8,954)
PY4	(3,140)	3,323	183	6,853		6,853	(6,670)
PY5	(986)	4,833	3,847	3,315		3,315	532
PY6	2,456	4,833	7,288	1,041		1,041	6,247
PY7	7,143	4,833	11,976	1,041		1,041	10,935
PY8	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY9	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY10	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY11	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY12	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY13	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY14	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY15	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY16	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY17	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY18	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY19	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
PY20	7,143	4,833	11,976		1,041	1,041	10,935
NPV@ 12% (Naira Millions)							19,584
NPV@ 12 % ('000 USD)							47,002
EIRR							23%

Table F

Sensitivity analysis

Sensitivity analysis				
		IRR	NPV (Naira M)	Link with risk analysis
Base Scenario		23%	19,584	
Decrease of Project benefits	-10%	23%	19,684	Continous climate shocks such as drought & floods. Nigeria has experienced flooding for the past many years until today, and this is can be a key risk which can lead to decrease of project benefits.
	-20%	22%	17,945	
	-30%	20%	14,445	
Delay of benefits	1 year	20%	15,151	Possible delay in replenishment and disbursement of funds in one source of funds to different procurement teams is a key risk tha can highly impact on the delay of project benefits.
	2 year	19%	12,407	Political interference in the programme management units at national and state levels and inadequate capacity of staff recruited
Adoption rates	90%	22%	16,613	Low uptake of good practices
	80%	20%	12,187	
	70%	19%	10,255	
Cost Increase	10%	22%	18,717	High inflation/Macroeconomic fundamentals
	20%	20%	16,395	
	30%	19%	15,073	
Increase of benefits	10%	26%	17,767	
	20%	19%	29,891	